



RPDH

RENCONTRE POUR LA PAIX ET LES DROITS DE L'HOMME

ENGAGEMENT for Peace and Human Rights

Siège social : 64, Rue des MANDJIS, Quartier OCH -/ B.P. 939 Pointe - Noire

Tél. : (242) 05 595 52 46 / 05 358 35 77 Email : rp.dh@laposte.net ; cmounzeo@yahoo.fr / www.rpdh-cg.org



TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL

EVALUATION EXTERENE FINALE DU PROJET « RENFORCER LE ROLE DE LA SOCIETE DANS L'ANALYSE ET LE SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES ET LE CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE » PACIDES

1. CONTEXTE DU PROJET

La République du Congo possède d'importants gisements d'hydrocarbures, avec des réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel, ainsi que d'abondantes ressources minières et forestières. En dépit des revenus issus de cette exploitation de ses ressources naturelles, le Congo n'est pas parvenu à prendre avantage de cet environnement et assurer des performances socioéconomiques importantes pour résorber la pauvreté de ses populations.

De façon générale, la forte dépendance à l'égard des hydrocarbures a bloqué le développement des autres secteurs d'activités d'une part, et d'autre part, les choix économiques peu durables de la dernière décennie et la faible gouvernance qui y liée expliquent la crise financière que le pays traverse actuellement.

Le Gouvernement a déployé certes des efforts pour doter le pays d'infrastructures nécessaires à son développement, mais l'impact, voire les acquis de cette politique se font attendre, compte tenu de l'écart manifeste entre les investissements consentis et les réalisations de terrain, mais aussi du niveau encore insuffisant de prise en compte des attentes réelles et effective des populations. Le développement doit en fait être pensé à l'aune des besoins exprimés par les citoyens à travers la prise en compte de leurs attentes dans les processus d'adoption des politiques publiques.

Alors que la crise sévit depuis plus de deux ans déjà, consécutivement à la chute des prix du pétrole sur le marché international, les citoyens sont en droit de s'interroger sur l'utilisation des revenus pétroliers. Cette interrogation implique pour ces citoyens de poser de bonnes questions, et se faisant le renforcement de leur capacité de suivi de l'action publique devient crucial. En effet, le suivi de l'action publique par des citoyens éclairés aiderait à améliorer l'impact de la gouvernance publique le développement économique et social.

La Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) estime que le développement et la lutte contre la pauvreté exigent une implication des citoyens dans le contrôle des activités publiques ; ce qui induit par exemple un engagement citoyen dans le suivi budgétaire.

Organisation non Gouvernementale de promotion, Défense et Protection des Droits des Humains au Congo, membre de la « Coalition internationale Publiez ce que vous Payez ! », du Réseau pour les Droits Economiques et Sociaux Culturels ESCR-NET, membre de la Coalition des ONGS pour la Cour Pénale Internationale (CPI), membre de l'Association Internationale pour le Code de Conduite des Entreprises de Sécurité Privées (ICoCA), de la Coalition Africaine pour le Redevabilité des Entreprises (ACCA), du Réseau Peace Tree Net work (PTN) et du Réseau Initiative pour l'Afrique Centrale (INICA), contact National de Transparency International (TI)

Ainsi, promouvoir l'*Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)*, dont la finalité repose sur l'appropriation par le public des informations sur les revenus extractifs, s'avère crucial dans la mesure où elle permet aux citoyens d'accéder aux informations sur les revenus extractifs.

Le projet « **Renforcer le rôle de la société civile dans l'analyse et le suivi des politiques publiques et le contrôle citoyen de l'action publique** » - PACIDES, financé par la Délégation de l'Union européenne en République du Congo pour une période de trois (03) années 2016-2019, mis en œuvre par la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) avec le concours de son partenaire Transparency International-TI entendait **contribuer à la mise en œuvre des droits économiques et sociaux sur l'étendue du territoire national**, en particulier dans le secteur de la santé, à travers le renforcement des capacités de la société civile sur l'analyse et suivi des politiques publiques, la promotion de la transparence et de la participation citoyenne, et la mise en place de mécanismes de lutte contre la corruption, afin de renforcer l'accès à l'information sur les revenus fiscaux, leur utilisation responsable et durable ainsi que l'obligation de reddition des comptes par les décideurs.

Le projet visait donc à :

- **Susciter une mobilisation des collectivités locales dans la phase de conception des politiques publiques ;**
- **Renforcer les capacités des élus locaux, des médias, des OSC et des citoyens dans la dynamique de contrôle citoyen de l'action publique ;**
- **Réduire le taux de corruption au Congo avec l'application des outils de Transparency International de lutte contre la corruption, Système d'Intégrité Locale (SIL) et Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC) ;**
- **Plaidoyer autour de l'adoption de la Loi portant Code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques.**

Ces axes de travail feront en sorte que des citoyens, formés et sensibilisés, soient capables de garantir une utilisation rationnelle des fonds publics au service de l'amélioration de leurs conditions de vie. Les groupes cibles suivants ont été visés dans l'action du projet :

- Les autorités et élus locaux
- Les OSC et les médias
- Les communautés locales et les citoyens

Plus largement, l'action contribuera à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires finaux suivants :

- La population nationale
- Les institutions nationales

Le projet couvrait quatre départements : Pointe-Noire, Niari, Brazzaville et Cuvette centrale

Organisation non Gouvernementale de promotion, Défense et Protection des Droits des Humains au Congo, membre de la « Coalition internationale Publiez ce que vous Payez ! », du Réseau pour les Droits Economiques et Sociaux Culturels ESCR-NET, membre de la Coalition des ONGS pour la Cour Pénale Internationale (CPI), membre de l'Association Internationale pour le Code de Conduite des Entreprises de Sécurité Privées (ICoCA), de la Coalition Africaine pour le Redevabilité des Entreprises (ACCA), du Réseau Peace Tree Net work (PTN) et du Réseau Initiative pour l'Afrique Centrale (INICA), contact National de Transparency International (TI)

2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

Evaluer le projet « **Renforcer le rôle de la société civile dans l'analyse et le suivi des politiques publiques et le contrôle citoyen de l'action publique** » en vue d'apporter un jugement objectif par rapport à sa performance générale (pertinence, efficacité, efficience, impacts/effets et durabilité).

De manière spécifique :

- Apprécier la pertinence des objectifs poursuivis par le projet ;
- Evaluer l'efficacité des stratégies et approches de mise en œuvre
- Identifier et apprécier les effets des actions du projet ;
- Relever les éventuelles insuffisances de la mise en œuvre du projet ;
- Documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques de la mise en œuvre du projet ;
- Analyser l'évolution du contexte national en mettant un accent particulier sur la situation dans les quatre départements concernés par le projet.

3. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

- La pertinence des objectifs poursuivis par le projet est appréciée ;
- L'efficacité des stratégies et approches de mise en œuvre est évaluée ;
- Les effets des actions du projet sont appréciés ;
- Les éventuelles insuffisances de la mise en œuvre du projet sont relevées ;
- Les leçons apprises et les bonnes pratiques de la mise en œuvre du projet sont documentées ;
- Un rapport provisoire rédigé par le consultant et est finalisé après les observations faites par l'équipe de la RPDH.

4. DUREE DE L'EVALUATION

La durée totale de cette activité est de trente (30) jours. Elle inclut notamment une réunion de cadrage avec l'équipe du projet à Pointe-Noire, une mission de terrain dans les différentes zones d'intervention du projet ainsi qu'avec la Délégation de l'Union Européenne au Congo, et une réunion de restitution des conclusions préliminaires à la fin de la collecte des données primaires.

5. PROFIL DU CONSULTANT INTERNATIONAL

Le/la Consultant(e) international (e) devra être de haut niveau (bac+5) en sciences sociales ou de toute autre discipline jugée équivalente. Il doit jouir d'une expérience confirmée par des travaux antérieurs notamment la Gouvernance des industries extractives, les questions de lutte contre la corruption, les organisations de la société civile...

NB : les offres techniques et financières doivent être envoyées aux adresses suivantes au plus tard le 10 Juillet 2019

Email : rp.dh@laposte.net, rpdhcongob@gmail.com,

Email : cmounzeo@gmail.com

Organisation non Gouvernementale de promotion, Défense et Protection des Droits des Humains au Congo, membre de la « Coalition internationale Publiez ce que vous Payez ! », du Réseau pour les Droits Economiques et Sociaux Culturels ESCR-NET, membre de la Coalition des ONGS pour la Cour Pénale Internationale (CPI), membre de l'Association Internationale pour le Code de Conduite des Entreprises de Sécurité Privées (ICoCA), de la Coalition Africaine pour le Redevabilité des Entreprises (ACCA), du Réseau Peace Tree Net work (PTN) et du Réseau Initiative pour l'Afrique Centrale (INICA), contact National de Transparency International (TI)